

Met ingang op 1 januari 2013 :

- 5/ Natuurpunt Studie
- 6/ Natagora
- 7/ Brussels Heart Center
- 8/ Dierengezondheidszorg Vlaanderen
- 9/ Vlaams Centrum voor Bewaring van Tuinbouwproducten
- 10/ Inagro
- 11/ Vlaams Gebarentaalcentrum
- 12/ Amsab - Instituut voor Sociale Geschiedenis
- 13/ Observatoire social européen
- 14/ Association pour le droit des Etrangers
- 15/ Belgische Rode Kruis - Transfusion Research Center

Met ingang op 1 mei 2013 :

- 16/ Centre de Documentation et de Coordination Sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie
- 17/ Agrobeheercentrum Ecolwadaat

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op datum van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De minister bevoegd voor Financiën en de staatssecretaris bevoegd voor Wetenschapsbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,
toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Ph. COURARD

A partir du 1^{er} janvier 2013 :

- 5/ Natuurpunt Studie
- 6/ Natagora
- 7/ Brussels Heart Center
- 8/ Dierengezondheidszorg Vlaanderen
- 9/ Vlaams Centrum voor Bewaring van Tuinbouwproducten
- 10/ Inagro
- 11/ Vlaams Gebarentaalcentrum
- 12/ Amsab - Instituut voor Sociale Geschiedenis
- 13/ Observatoire social européen
- 14/ Association pour le droit des Etrangers
- 15/ Belgische Rode Kruis - Transfusion Research Center

A partir du 1^{er} mai 2013 :

- 16/ Centre de Documentation et de Coordination Sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie
- 17/ Agrobeheercentrum Ecolwadaat

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les finances dans ses attributions et le secrétaire d'Etat à la politique scientifique dans ses attributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique,
adjoind à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Ph. COURARD

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29319]

15 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45 remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3;

Vu l'article 24 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

Vu l'arrêté du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Considérant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 novembre 2013;

Vu le protocole n° 428 du Comité de Secteur XVII, conclu le 24 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 16 décembre 2013;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 13 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française donné le 6 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 14 mars 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière donné le 11 décembre 2013;

Vu l'avis 55.186/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2014 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Service du personnel : le(s) membre(s) du personnel ou le(s) service(s) chargé(s) du processus d'engagement de membre(s) du personnel contractuel au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

2° Service fonctionnel : le service où le membre du personnel sera appelé à exercer ses fonctions.

§ 2. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Pour l'application des articles 3, 7, § 5, 8, § 1^{er}, 9, § 6, et 11, il faut entendre par « Gouvernement » ou « Ministre de la Fonction publique » l'autorité qui exerce le pouvoir de gestion au sein du CSA ou de l'organisme d'intérêt public.

§ 3. Les articles 7 à 9 du présent arrêté ne sont pas applicables aux membres du personnel à engager :

1° par contrat d'occupation d'étudiant;

2° par contrat à durée déterminée de maximum 6 mois;

3° sous contrat en application des articles 23 et suivants de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi (convention de premier emploi), du chapitre II, titre III de la loi programme du 30 décembre 1988 (agents contractuels subventionnés) et du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emplois inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand (aide au premier emploi);

4° lors du réengagement d'un membre du personnel dont l'engagement initial, dans un poste équivalent, a été procédé en application du présent arrêté, et qui a obtenu une évaluation favorable ou , à défaut d'avoir été antérieurement engagé pour une durée de plus de 2 ans, une appréciation équivalente;

5° les moniteurs occasionnels sportifs tels que visés à l'article 65, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe précédent, la sélection est organisée par le Service fonctionnel où l'emploi est à pourvoir, sur la base d'un profil de fonction préalablement défini et, à l'exception du réengagement visé au § 3, 4^o, sur la base d'un appel à candidature ou d'une consultation de la banque de données visée à l'article 6. Le Service fonctionnel peut toutefois demander l'application de l'ensemble de la procédure définie aux articles 7 à 9.

§ 5. Le chapitre VIII du présent arrêté n'est pas applicable à l'évaluation des membres du personnel contractuel en période d'essai. Le fait que le Chapitre VIII du présent arrêté limite le système d'évaluation qu'il organise aux seuls membres du personnel contractuel engagés pour une durée de plus de 2 ans ne porte pas préjudice à la capacité des supérieurs hiérarchiques de formuler, dans le respect de la loi sur le contrat de travail et des principes relatifs à son application tels qu'ils se dégagent de la jurisprudence judiciaire, une appréciation sur l'aptitude professionnelle des membres du personnel contractuel en période d'essai ou engagés pour une durée de 2 ans ou pour une durée plus courte.

CHAPITRE II. — *Catégories d'engagement et conditions barémiques*

Art. 2. Des personnes peuvent être engagées contractuellement aux fins exclusives :

1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° de remplacer des membres du personnel en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires telles que définies par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1999 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

4° d'accomplir des tâches spécifiques telles que définies par l'arrêté précité;

5° d'exercer une fonction de niveau 1 ou 2+ exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour la fonction à exercer, ci-après dénommées « experts ».

Art. 3. Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une rémunération identique au traitement et aux augmentations intercalaires liées à l'échelle de recrutement du niveau et du groupe de qualification qui correspondent au diplôme requis.

Pour les fonctions d'experts, le Gouvernement peut octroyer le bénéfice d'une rémunération liée aux échelles de traitements de promotion pécuniaire de gradué ou d'attaché, aux échelles de traitements de gradué principal ou d'attaché principal et, moyennant circonstances particulières dûment motivées, de premier gradué ou de directeur, dans le groupe de qualification correspondant au diplôme requis. Les experts engagés dans ces conditions n'occupent pas un emploi de promotion prévu au cadre, n'en exercent pas les fonctions et n'en portent pas le titre.

CHAPITRE III. — *Conditions d'engagement, conditions de recevabilité et critères de sélection*

Art. 4. § 1^{er}. Les personnes à engager par contrat de travail doivent, tout au long de l'exécution du contrat, satisfaire aux conditions suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° justifier de la possession de l'aptitude physique exigée pour la fonction à exercer;

4° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec l'emploi à conférer, aux mêmes conditions que celles applicables aux agents relevant, chacun pour ce qui le concerne, des services et organismes visés à l'article 1^{er}.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 4°, les personnes à engager pour les fonctions visées à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), doivent pouvoir attester d'une formation et/ou d'une expérience utile en rapport avec l'emploi à conférer.

Art. 5. § 1^{er}. Les conditions de recevabilité sont :

1° le diplôme, la formation ou la qualification en rapport avec l'emploi à attribuer;

2° s'il échet, la durée et le domaine de l'expérience professionnelle requise pour exercer la fonction.

Pour l'engagement d'un contractuel expert, une expérience professionnelle de minimum six ans en rapport avec la fonction est une condition de recevabilité.

§ 2. Les critères de sélection sont :

1° les compétences génériques et spécifiques;

2° la motivation pour occuper l'emploi.

CHAPITRE IV. — *Banque de données des candidatures spontanées*

Art. 6. Les candidatures spontanées des personnes intéressées par un emploi contractuel au sein des services et/ou des organismes visés à l'article 1^{er}, § 2, sont centralisées dans une banque de données.

Cette banque de données est mise à disposition des services du personnel visés à l'article 1, § 1^{er}, et fait l'objet d'une publicité sur leur site internet respectif.

L'inscription se fait en ligne.

Il est accusé réception de l'inscription dans la banque de données.

L'inscription a une validité d'un an.

CHAPITRE V. — *Commission de sélection*

Art. 7. § 1^{er}. Pour tout engagement de personnel contractuel, une commission de sélection organise les épreuves de sélection.

§ 2. La commission de sélection se compose de 2 à 4 personnes pour les engagements à toutes fonctions sauf pour celles d'experts.

Un membre de cette commission est issu du service du personnel ou délégué par celui-ci; il préside la commission.

Le ou les autres membres de la commission sont issus du service fonctionnel dont au moins le supérieur hiérarchique immédiat ou son délégué de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir.

Pour les engagements au niveau 1, un de ces membres peut être une personne ne faisant pas partie du personnel du Ministère de la Communauté française ou, le cas échéant, du personnel de l'organisme où le poste est à pourvoir.

§ 3. Par dérogation au § 2, alinéa 2, pour les services continus visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les services continus des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, les membres de la commission sont issus du service fonctionnel sauf si celui-ci fait la demande au service du personnel d'être représenté dans la commission. S'il est représenté, le service du personnel préside la commission.

§ 4. Par dérogation au § 2, alinéa 3, pour l'engagement des travailleurs médicaux sociaux (TMS) de niveau 2+ au sein de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), l'un des membres de la commission remplit des fonctions de coordination de TMS au sein de l'ONE.

§ 5. Pour les engagements d'experts, la commission de sélection se compose d'un maximum de six personnes, dont au moins :

- 1° un membre du service du personnel, qui préside la commission;
- 2° le supérieur hiérarchique du service fonctionnel où l'emploi est à pourvoir ou son délégué de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir;
- 3° si la fonction le justifie, un représentant d'un service avec lequel le service fonctionnel collabore régulièrement, de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir;
- 4° un membre présentant une compétence incontestable dans le domaine considéré et ne faisant pas partie du personnel du Ministère de la Communauté française ou, le cas échéant, du personnel de l'organisme où le poste est à pourvoir.

Pour chaque engagement d'expert, la composition de la commission de sélection est approuvée par le Gouvernement avant l'appel à candidatures.

CHAPITRE VI. — Procédure de sélection

Art. 8. § 1^{er}. Pour tout engagement, un profil de fonction de l'emploi est établi.

Le profil de fonction mentionne :

- a) l'intitulé de la fonction, le type d'emploi et la durée de l'engagement;
- b) l'objectif de la fonction, les domaines de résultat et actions que celle-ci comporte. Par domaines de résultat, on entend ce que la fonction est censée produire comme résultats dans le cadre du rôle attendu. Il s'agit d'une liste des activités à exécuter pour atteindre l'objectif de la fonction;
- c) les conditions de recevabilité;
- d) les compétences génériques et spécifiques requises pour la fonction.

Pour l'engagement d'un expert, le profil de fonction est approuvé par le Gouvernement.

§ 2. Tout engagement doit faire l'objet :

- d'un appel à candidatures interne aux services du Gouvernement ou à chaque organisme visé à l'article 1^{er}, § 2;
- d'une consultation simultanée de la banque de données visée à l'article 6.

L'appel interne à candidatures est lancé par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Le profil de fonction visé au § 1^{er} est annexée à l'appel à candidatures.

§ 3. Un appel public à candidatures doit être lancé dans les cas suivants :

- 1° à la demande expresse du service fonctionnel concerné;
- 2° pour l'engagement d'un expert.

Cet appel public à candidatures est lancé par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester. Il peut être lancé de façon concomitante à l'appel interne visé au § 2.

Le profil de fonction visé au § 1^{er} est annexée à l'appel à candidatures.

Art. 9. § 1^{er}. Le service du personnel, ou le service fonctionnel dans le cas visé à l'article 7, § 3, émet un avis motivé sur la recevabilité des candidatures et le transmet à la commission de sélection.

La commission de sélection décide des candidats retenus pour un entretien. Cet entretien peut être précédé d'une épreuve écrite non éliminatoire.

Les candidats qui ne sont pas retenus pour un entretien en sont informés par écrit.

§ 2. La commission de sélection classe les candidats sur la base d'une grille d'évaluation reprenant les critères de sélection relatifs à l'emploi à pourvoir.

Un canevas commun de grille d'évaluation reprenant les compétences génériques et spécifiques visées à l'article 5, § 2, 1°, est proposé par le service du personnel; la commission de sélection approuve et, si nécessaire, complète la grille d'évaluation selon les spécificités du poste à pourvoir.

§ 3. Un rapport est rédigé à la suite de chaque entretien visé au § 1^{er} et est, ensuite, transmis au service du personnel.

Pour chaque candidat, outre le profil de fonction de l'emploi, le rapport spécifie au minimum les éléments suivants :

- a) l'identification du candidat;
- b) sa motivation pour occuper l'emploi;
- c) l'adéquation du candidat au profil de fonction;
- d) la date à laquelle le candidat est disponible pour occuper l'emploi;
- e) le classement du candidat;
- f) le cas échéant, les services effectifs en adéquation avec la fonction.

§ 4. Le service du personnel vérifie le respect des dispositions du présent arrêté tout au long de la procédure et valide les procédures de sélection qu'il n'a pas présidées.

A défaut de validation, la procédure doit être recommencée.

§ 5. En cas de validation de la procédure, le service du personnel instruit le dossier d'engagement du candidat classé premier.

En cas de désistement de celui-ci ou en cas de départ de celui-ci dans l'année qui suit sa prise de fonction, le service du personnel peut, en accord avec le service fonctionnel, procéder à l'engagement du candidat disponible suivant dans le classement.

§ 6. Pour l'engagement d'un expert, le rapport visé au § 3 est envoyé au ministre de la Fonction publique et au ministre fonctionnel.

En cas de décisions relatives à des politiques nouvelles ou particulièrement importantes et sur proposition du ministre de la Fonction publique, le Gouvernement se réserve la décision finale de l'engagement.

§ 7. Dans le cas où il doit être procédé à un nouvel engagement pour une fonction similaire dans un délai de 1 an à dater du classement visé au § 2, il peut être fait appel aux candidats classés et qui n'ont pas été retenus pour le poste initial au terme de la procédure de sélection.

Cet appel s'opère soit dans l'ordre du classement soit sur la base d'un nouvel entretien mis en œuvre conformément aux paragraphes précédents.

Art. 10. Chaque candidat est informé de l'issue réservée à sa candidature.

Art. 11. Le service du personnel est chargé de faire rapport trimestriellement au Ministre de la Fonction publique sur l'état d'avancement de toutes les procédures d'engagement.

Le Ministre de la Fonction publique communique ce rapport à tous les membres du Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions relative à la promotion de l'emploi pour les personnes en situation de handicap*

Art. 12. § 1^{er}. Une personne en situation de handicap peut se faire connaître auprès du Service du personnel lors de son acte de candidature. Elle peut, à cette occasion, demander au service du personnel de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de sa participation à la sélection des candidats.

Par personne en situation de handicap, il faut entendre, toute personne répondant à au moins une des conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2000 relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les Services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

§ 2. Afin d'atteindre le pourcentage visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement visé au § 1^{er}, alinéa 2, certains emplois pourront être réservés aux personnes handicapées.

§ 3. Aussi longtemps que le pourcentage visé au § 2 n'est pas atteint, lors de classements ex-aequo, les emplois seront prioritairement attribués aux personnes en situation de handicap répondant à au moins une des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE VIII. — *De l'évaluation des membres du personnel contractuel*

Art. 13. Tout membre du personnel contractuel engagé pour une durée indéterminée ou maintenu en fonction pendant une durée de plus de 2 ans est évalué au moins une fois tous les deux ans. L'évaluation a lieu au plus tôt six mois après l'entrée en service ou après l'évaluation précédente.

Il est personnellement avisé de son évaluation par note signée par les deux supérieurs hiérarchiques visés à l'article 88 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, ci-après appelé le statut.

L'évaluation est établie sur la base des critères fixés dans le rapport visé à l'art. 87 du statut et selon les modalités visées en ses articles 88 et 89.

Les délais visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés selon les modalités fixées par l'article 90 bis du statut.

Art. 14. La Chambre de recours visée à l'article 106 du statut est compétente en matière d'évaluation des membres du personnel contractuel.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives, transitoire, abrogatoire et finales*

Art. 15. L'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2008, est modifié comme suit :

1° les alinéas 1 et 2 sont rassemblés sous un paragraphe premier;

2° il est ajouté un paragraphe deux rédigé comme suit :

"§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le membre du personnel recruté en application du Chapitre IV, Section II, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, est dispensé du stage si, à la date de son recrutement, il est engagé dans un emploi contractuel de même niveau et s'il peut, à raison de cet engagement, se prévaloir d'une évaluation favorable attribuée en application du Chapitre VIII de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêts public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Toutefois, dans l'année qui suit celle de sa nomination en application de l'article 28 du présent arrêté, il suit celles des formations visées à l'article 24, alinéa 2, qu'il n'a pas suivies lors de sa période d'activité sous contrat."

Art. 16. A l'article 28 du même arrêté, les mots "Dans le cas visé à l'article 26, 1°, le stagiaire" sont remplacés par les mots "Dans les cas visés aux articles 18, § 2, et 26, 1°, le membre du personnel concerné".

Art. 17. A l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2009, du 7 juin 2012 et du 28 mars 2013, il est ajouté un point 21° rédigé comme suit :

"21° à la faculté de saisir la chambre de recours en application de l'article 7, § 2 du présent arrêté."

Art. 18. A l'article 19, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

"Lorsqu'un lauréat, en ordre utile d'une des réserves visées à l'alinéa 1^{er}, est un membre du personnel contractuel à durée indéterminée bénéficiant d'une évaluation favorable en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, l'autorité visée à l'alinéa 1^{er} nomme ce lauréat à l'emploi qu'il occupe, au grade de recrutement."

Art. 19. Les membres du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont fait l'objet d'un engagement contractuel de plus de 6 mois sont réputés avoir été engagés en application du présent arrêté pour l'application de l'article 1^{er}, § 3, 4^o.

Art. 20. L'article 34 bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003, est abrogé.

Art. 21. L'article 1, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française est abrogé.

Art. 22. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29319]

15 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op artikel 24 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het " Institut de la Formation en cours de carrière " (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 november 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 7 november 2013;

Gelet op het protocol nr. 428 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 24 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, gegeven op 16 december 2013;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap gegeven op 6 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de “Entreprise publique des Technologies nouvelles de l’Information et de la Communication de la Communauté Française” (ETNIC - Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), gegeven op 14 maart 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het “Institut de la Formation en cours de carrière”, gegeven op 11 december 2013;

Gelet op het advies 55.186/2 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2014, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1^o Personeelsdienst : het personeelslid (de personeelsleden) of de dienst(en) belast met de werving van een contractueel personeelslid (personeelsleden) binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII;

2^o Functionele dienst : de dienst waarin het personeelslid zijn ambt zal moeten uitoefenen.

§ 2. Dit besluit is van toepassing op de contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII.

Voor de toepassing van de artikelen 3, 7, § 5, 8, § 1, 9, § 6, en 11, dient onder “Regering” of “Minister van Ambtenarenzaken” te worden verstaan, de overheid die de beheersmacht uitoefent binnen de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of binnen de instelling van openbaar nut.

§ 3. De artikelen 7 tot 9 van dit besluit zijn niet van toepassing op de personeelsleden die aan te werven zijn :

1^o bij overeenkomst voor tewerkstelling van studenten;

2^o bij arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd van hoogstens 6 maanden;

3^o bij overeenkomst met toepassing van de artikelen 23 en volgende van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid (startbaanovereenkomst), hoofdstuk II, titel III van de programmawet van 30 december 1988 (gesubsidieerde contractuelen) en van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector (steun voor startbaan);

4^o bij de nieuwe aanwerving van een personeelslid waarvan de oorspronkelijke aanwerving in een gelijkwaardige post met toepassing van dit besluit werd verricht, en dat een gunstige evaluatie of, als hij niet vroeger voor een periode van meer dan 2 jaar werd aangeworven, een gelijkwaardige evaluatie heeft gekregen;

5^o de occasionele sportmonitors zoals bedoeld in artikel 65, 3^o van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 4. In de in de vorige paragraaf bedoelde gevallen, wordt de selectie georganiseerd door de functionele dienst waar de betrekking toe te kennen is, op grond van een vooraf bepaald ambtsprofiel en, met uitzondering van de nieuwe aanwerving bedoeld in § 3, 4^o, op grond van een oproep tot kandidaten of van een raadpleging van de databank bedoeld in artikel 6. De functionele dienst kan echter de toepassing van het geheel van de in de artikelen 7 tot 9 bepaalde procedure vragen.

§ 5. Hoofdstuk VIII van dit besluit is niet van toepassing op de evaluatie van de contractuele personeelsleden gedurende de proefperiode. Het feit dat hoofdstuk VIII van dit besluit het evaluatiesysteem dat het regelt alleen tot de contractuele personeelsleden die voor een periode van meer dan 2 jaar aangeworven zijn, beperkt, belet niet dat zijn hiërarchische meerderen, met inachtneming van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten en van de beginselen in verband met de toepassing ervan zoals die voortvloeien uit de gerechtelijke rechtspraak, de beroepsbekwaamheid kunnen beoordelen van de contractuele personeelsleden die hun proefperiode afleggen of die voor een periode van 2 jaar of minder aangeworven zijn.

HOOFDSTUK II. — *Wervingscategorieën en barema's*

Art. 2. Er kunnen personen contractueel worden aangeworven uitsluitend om :

1. aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften inzake personeel te beantwoorden, of het nu gaat om de verrichting van acties die in de tijd beperkt zijn, of om een uitzonderlijke werktoename;

2. personeelsleden te vervangen wanneer die geheel of gedeeltelijk afwezig zijn, of ze al dan niet in dienstactiviteit zijn;

3. bijkomende opdrachten te vervullen zoals die bepaald zijn bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1999 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor de “Office de la Naissance et de l’Enfance” (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

4. specifieke opdrachten uit te voeren zoals bepaald bij het voormelde besluit;

5^o een ambt van niveau 1 of 2+ uit te oefenen dat een bijzondere kennis of een wijde ervaring van hoog niveau vergt, waarbij beide relevant zijn voor het uit te oefenen ambt, hierna “deskundigen” genoemd.

Art. 3. De contractuele personeelsleden genieten een bezoldiging die gelijk is met de wedde en de tussentijdse verhogingen in verband met de wervingschaal van het niveau en de kwalificatiegroep die met het vereiste diploma overeenstemmen.

Voor de ambten van het deskundig personeel, kan de Regering een bezoldiging toekennen die verbonden is met de weddeschalen met geldelijke bevordering van gegradueerde of attaché, met de weddeschalen van eerstaanwezend gegradueerde of eerstaanwezend attaché en, mits behoorlijk met redenen omklede omstandigheden, van eerste gegradueerde of directeur, in de kwalificatiegroep die met het vereiste diploma overeenstemt. De deskundigen die in die voorwaarden worden aangeworven, bekleden geen bevorderingsbetrekking die in de personeelsformatie bepaald is, oefenen de functies ervan niet uit en voeren er niet de titel van.

HOOFDSTUK III. — *Wervingsvoorwaarden, ontoevankelijkheidsvoorwaarden en selectiecriteria*

Art. 4. § 1. De personen die bij arbeidsovereenkomst worden aangeworven, moeten gedurende de uitvoering van de overeenkomst voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° een gedrag hebben dat beantwoordt aan de eisen van het ambt;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° het bewijs leveren dat zij de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt;

4° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verband met de toe te kennen betrekking onder dezelfde voorwaarden als deze die toepasselijk zijn op de ambtenaren die, elk afzonderlijk, ressorteren onder de in artikel 1 bedoelde diensten en instellingen.

§ 2. In afwijking van § 1, 4°, moeten de personen die aan te werven zijn voor de ambten bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), het bewijs leveren van een opleiding en/of ervaring die nuttig is voor de toe te kennen betrekking.

Art. 5. § 1. De ontoevankelijkheidsvoorwaarden zijn :

- 1° het diploma, de opleiding of de kwalificatie in verband met de toe te kennen betrekking;
- 2° in voorkomend geval, de duur en het gebied van de beroepservaring die vereist is om het ambt uit te oefenen.

Voor de aanwerving van een deskundig contractueel personeelslid, is een beroepservaring van minimaal zes jaar in verband met het ambt een ontoevankelijkheidsvoorwaarde.

§ 2. De selectiecriteria zijn :

- 1° de algemene en specifieke bevoegdheden;
- 2° de motivatie om de betrekking te bekleden.

HOOFDSTUK IV. — *Databank van de spontane kandidaturen*

Art. 6. De spontane kandidaturen van de personen die geïnteresseerd zijn in een contractuele betrekking binnen de diensten en/of instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, worden in een databank opgenomen.

Die databank wordt ter beschikking gesteld van de personeelsdiensten bedoeld in artikel 1, § 1, en wordt bekendgemaakt op hun respectieve internetsite.

De inschrijving geschiedt online.

Van de inschrijving wordt ontvangst gemeld in de databank.

De inschrijving heeft een geldigheidsduur van één jaar.

HOOFDSTUK V. — *Selectiecommissie*

Art. 7. § 1. Voor elke aanwerving van contractueel personeel, organiseert een selectiecommissie de selectieproeven.

§ 2. De selectieproef is samengesteld uit 2 tot 4 personen voor de werving voor elk ambt behalve een ambt van deskundig personeel.

Een lid van die commissie is afkomstig uit de personeelsdienst of wordt door deze gedelegeerd; het zit de commissie voor.

Het andere lid of de andere leden van de commissie zijn afkomstig uit de functionele dienst, onder wie ten minste de onmiddellijk hiërarchische meerdere of diens afgevaardigde met een rang die minstens gelijk is aan die van de toe te kennen betrekking.

Voor de wervingen op niveau 1, kan één van die leden een persoon zijn die niet behoort tot het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of, in voorkomend geval, van het personeel van de instelling waarin de post toe te kennen is.

§ 3. In afwijking van § 2, tweede lid, voor de ononderbroken diensten bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, moeten de leden van de commissie afkomstig zijn uit de functionele dienst, behalve als deze de personeelsdienst vraagt om in de commissie te worden vertegenwoordigd. Als de personeelsdienst vertegenwoordigd is, zit hij de commissie voor.

§ 4. In afwijking van § 2, derde lid, voor de aanwerving van medisch-sociale medewerkers van niveau 2+ binnen de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor geboorte en kind), oefent één van de leden van de commissie de coördinatiefuncties van de medisch-sociale medewerkers binnen de ONE uit.

§ 5. Voor de aanwerving van deskundigen, is de selectiecommissie samengesteld uit hoogstens zes personen, onder wie ten minste :

- 1° een lid van de personeelsdienst, dat de commissie voorziet;
- 2° de hiërarchische meerdere van de functionele dienst waar de betrekking toe te kennen is of diens afgevaardigde met een rang die minstens gelijk is aan die van de toe te kennen betrekking;
- 3° als het ambt dit rechtvaardigt, een vertegenwoordiger van een dienst waarmee de functionele dienst regelmatig werkt, bekleed met een rang die minstens gelijk is aan die van de toe te kennen betrekking;

4° een lid dat een onbetwistbare bekwaamheid vertoont op het betrokken gebied en dat niet behoort tot het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, het personeel van de instelling waarin de betrekking toe te kennen is.

Voor elke aanwerving van een deskundige, wordt de samenstelling van de selectiecommissie door de Regering goedgekeurd vóór de oproep tot kandidaten.

HOOFDSTUK VI. — *Selectiecommissie*

Art. 8. § 1. Voor elke werving wordt een ambtsprofiel vastgesteld.

Het ambtsprofiel vermeldt :

- a) de naam van het ambt, het type betrekking en de duur van de werving;
- b) het doel van het ambt, de resultaatsdomeinen en acties die het ambt omvat. Onder resultaatsdomein wordt verstaan : de resultaten die het ambt geacht wordt voort te brengen in het kader van de verwachte rol. Het gaat om een lijst van de activiteiten die moeten worden uitgevoerd om het doel van het ambt te bereiken;
- c) de ontvankelijkheidsvoorwaarden;
- d) de algemene en specifieke bevoegdheden die voor de uitoefening van het ambt vereist zijn.

Voor de aanwerving van een deskundige, wordt het ambtsprofiel door de Regering goedgekeurd.

§ 2. Voor elke aanwerving moet :

- een oproep tot kandidaten worden georganiseerd binnen de diensten van de Regering of elke in artikel 1, § 2 bedoelde instelling;
- een gelijktijdige raadpleging van de in artikel 6 bedoelde databank.

De interne oproep tot kandidaten wordt gericht door elk communicatiemiddel dat iedere betrokken persoon in staat stelt zich aan te melden.

Het in § 1 bedoelde ambtsprofiel wordt gevoegd bij de oproep tot kandidaten.

§ 3. Een openbare oproep tot kandidaten moet worden gericht in de volgende gevallen :

- 1° op uitdrukkelijke aanvraag van de betrokken functionele dienst;
- 2° voor de werving van een deskundige.

Die openbare oproep tot kandidaten wordt gericht door elk communicatiemiddel dat iedere betrokken persoon in staat stelt zich aan te melden. Hij kan gelijktijdig met de interne oproep bedoeld in § 2 worden gericht.

Het in § 1 bedoelde ambtsprofiel wordt gevoegd bij de oproep tot kandidaten.

Art. 9. § 1. De personeelsdienst, of de functionele dienst in het geval bedoeld in artikel 7, § 3, brengt een met redenen omkleed advies uit over de ontvankelijkheid van de kandidaturen en deelt het aan de selectiecommissie mee.

De selectiecommissie wijst de kandidaten aan die voor een onderhoud in aanmerking komen. Aan dat onderhoud kan een niet schiftende schriftelijke proef voorafgaan.

De kandidaten die niet voor een onderhoud in aanmerking komen, worden daar schriftelijk op de hoogte van gebracht.

§ 2. De selectiecommissie rangschikt de kandidaten op grond van een evaluatierooster die de selectiecriteria met betrekking tot de toe te kennen betrekking vermeldt.

Een gemeenschappelijk schema voor een evaluatierooster die de algemene en specifieke bevoegdheden bedoeld in artikel 5, § 2, 1° vermeldt, wordt door de personeelsdienst voorgesteld; de selectiecommissie keurt de evaluatierooster goed en vult die, zo nodig, aan, naar gelang van de kenmerken van de toe te kennen post.

§ 3. Een verslag wordt opgesteld na elk in § 1 bedoeld onderhoud, en wordt vervolgens aan de personeelsdienst overgezonden.

Voor elke kandidaat vermeldt het verslag, naast het ambtsprofiel van de betrekking, minstens de volgende gegevens :

- a) de identiteit van de kandidaat;
- b) de redenen waarom hij de betrekking wenst te bekleden;
- c) de overeenstemming tussen de kandidaat en het ambtsprofiel;
- d) de datum waarop de kandidaat beschikbaar is om de betrekking te bekleden;
- e) de rangschikking van de kandidaat;
- f) in voorkomend geval, de werkelijke diensten in overeenstemming met het ambt.

§ 4. De personeelsdienst kijkt na of de bepalingen van dit besluit gedurende de hele procedure worden nageleefd, en keurt de selectieprocedures die hij niet heeft voorgezeten, goed.

Als die goedkeuring niet wordt verleend, moet de procedure opnieuw worden georganiseerd.

§ 5. Als de procedure wordt goedgekeurd, behandelt de personeelsdienst het dossier voor de werving van de als eerste gerangschikte kandidaat.

Als deze afziet of als deze vertrekt binnen het jaar waarin hij in zijn ambt treedt, kan de personeelsdienst, met de instemming van de functionele dienst, de volgende in de rangschikking beschikbare kandidaat aanwerven.

§ 6. Voor de aanwerving van een deskundige, wordt het in § 3 bedoelde verslag gezonden naar de minister van ambtenarenzaken en naar de functionele minister.

Voor de beslissing betreffende een nieuw of bijzonder belangrijk beleid, en op de voordracht van de minister van ambtenarenzaken, behoudt de Regering zich de eindbeslissing voor de werving voor.

§ 7. Als een nieuwe werving voor een gelijkaardig ambt moet worden uitgevoerd binnen een termijn van 1 jaar te rekenen vanaf de datum van de in § 2 bedoelde rangschikking, kan een oproep worden gericht naar de gerangschikte kandidaten die niet in aanmerking werden genomen voor de oorspronkelijke post op het einde van de selectieprocedure.

Die oproep geschiedt ofwel in de volgorde van de rangschikking ofwel op grond van een nieuw onderhoud dat overeenkomstig de vorige paragrafen wordt georganiseerd.

Art. 10. Iedere kandidaat wordt op de hoogte gebracht van het gevolg dat wordt gegeven aan zijn kandidatuur.

Art. 11. De personeelsdienst wordt ermee belast aan de Minister van ambtenarenzaken driemaandelijks verslag uit te brengen over de stand van alle wervingsprocedures.

De Minister van Ambtenarenzaken deelt dat verslag aan alle leden van de Regering mee.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de bevordering van de tewerkstelling van personen met een handicap*

Art. 12. § 1. Een persoon met een handicap kan zich laten kennen bij de personeelsdienst wanneer hij zich kandidaat stelt. Hij kan, naar aanleiding daarvan, de personeelsdienst redelijke aanpassingen vragen bij zijn deelneming aan de selectie van de kandidaten.

Onder persoon met een handicap wordt verstaan, iedere persoon die voldoet aan ten minste één van de voorwaarden vastgesteld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2000 betreffende de tewerkstelling van gehandicapten in de Diensten van de Regering en in sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

§ 2. Om het percentage te bereiken bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering bedoeld in § 1, tweede lid, kunnen sommige betrekkingen voor gehandicapte personen worden voorbehouden.

§ 3. Zolang het in § 2 bedoelde percentage niet bereikt is, bij ex-aequo-rangschikkingen, worden de betrekkingen prioritair toegekend aan de personen met een handicap die beantwoorden aan minstens één van de in § 1, tweede lid bedoelde voorwaarden.

HOOFDSTUK VIII. — *Evaluatie van de contractuele personeelsleden*

Art. 13. Elk contractueel personeelslid dat voor een onbepaalde tijd wordt aangeworven of dat zijn ambt gedurende een periode van meer dan twee jaar uitoefent, wordt minstens om de twee jaar geëvalueerd. De evaluatie geschiedt ten vroegste zes maanden na de indiensttreding of na de voorafgaande evaluatie.

Het wordt persoonlijk op de hoogte gebracht van zijn evaluatie door middel van een nota die wordt ondertekend door de twee hiërarchische meerderen bedoeld in artikel 88 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, hierna "het statuut" genoemd.

De evaluatie geschiedt op grond van criteria die in het model van het verslag bedoeld in artikel 87 van het statuut worden vastgesteld, volgens de nadere regels bedoeld in de artikelen 88 en 89.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt berekend volgens de bij artikel 90 bis van het statuut nader bepaalde regels.

Art. 14. De in artikel 106 bedoelde raad van beroep is bevoegd inzake evaluatie van de contractuele personeelsleden.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. Artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2008, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid en het tweede lid worden samengevoegd in een paragraaf één;

2° er wordt een paragraaf twee toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. In afwijking van § 1, wordt het personeelslid dat wordt aangeworven met toepassing van hoofdstuk IV, afdeling II, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII^e ressorteren, van de stage vrijgesteld, indien het, op de datum van zijn aanwerving, wordt tewerkgesteld in een contractuele betrekking van hetzelfde niveau, en indien het, op grond van die aanwerving, aanspraak kan maken op een gunstige evaluatie, toegekend met toepassing van hoofdstuk VIII van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Gedurende het jaar volgend op het jaar waarin het met toepassing van artikel 28 van dit besluit werd benoemd, volgt het de opleidingen bedoeld in artikel 24, tweede lid, die het niet heeft gevolgd tijdens de periode waarin het onder arbeidsovereenkomst was."

Art. 16. In artikel 28 van hetzelfde besluit, worden de woorden "In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair " vervangen door de woorden "In de in de artikelen 18, § 2, en 26, 1°, bedoelde gevallen, wordt het betrokken personeelslid".

Art. 17. In artikel 1, § 3, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2009, 7 juni 2012 en 28 maart 2013, wordt een punt 21° toegevoegd, luidend als volgt :

"21° het aanhangig maken bij de raad van beroep met toepassing van artikel 7, § 2 van dit besluit."

Art. 18. In artikel 19, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer een geslaagde, die batig gerangschikt is in één van de in het eerste lid bedoelde reserves, een contractueel personeelslid voor onbepaalde tijd is dat een gunstige evaluatie geniet met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, benoemt de in het eerste lid bedoelde overheid die geslaagde in de betrekking die het bekleedt, in de wervingsgraad.”.

Art. 19. De personeelsleden die, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, voor meer dan zes maanden contractueel werden aangeworven, worden geacht aangeworven te zijn met toepassing van dit besluit voor de toepassing van artikel 1, § 3, 4°.

Art. 20. Artikel 34 bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de “ Office de la Naissance et de l’Enfance ” (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003, wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 1, 4° van het besluit de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203382]

11 AVRIL 2014. — Décret relatif au développement rural (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Aux fins du présent décret, on entend par :

1° atelier rural : un bâtiment polyvalent à vocation économique, rénové ou construit par la commune. Loué pour une durée limitée aux TPE et P.M.E., l’atelier rural facilite le lancement de nouvelles entreprises;

2° maison rurale : un bâtiment situé en milieu rural qui accueille des activités reconnues tant au titre des compétences de la Région wallonne que de la Communauté française;

3° maison multiservices : une infrastructure polyvalente pouvant accueillir des services, publics et privés, mise en place pour répondre aux besoins spécifiques de sa population rurale;

4° commission régionale : organe de la Région wallonne chargé d’émettre un avis auprès du Gouvernement sur les projets de programme communal de développement rural;

5° administration : Département du Service public de Wallonie gestionnaire du développement rural.

Art. 2. § 1^{er}. Une opération de développement rural est un processus participatif, mené par une commune, au service du milieu rural. Par ce processus, les mandataires, la population, les associations, les acteurs économiques, sociaux culturels et environnementaux élaborent et mettent en œuvre une stratégie pour leur territoire. L’élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie se basent sur un diagnostic partagé tel que visé à l’article 13, § 1^{er}, alinéa 3, 3°, et s’inscrivent dans la démarche du développement durable au sens du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable.

L’opération est décrite dans un document appelé programme communal de développement rural. Le programme communal de développement rural doit être établi en cohérence avec les objectifs repris dans d’autres outils stratégiques communaux.

L’opération aboutit à un ensemble coordonné d’actions et de projets de développement global et intégré, dans le respect des caractères propres de la commune, avec pour but l’amélioration des conditions de vie des habitants aux points de vue économique, social, environnemental et culturel.

L’opération concerne l’ensemble du territoire de la commune.

§ 2. Dans le cadre de son opération de développement rural, la commune s’inscrit dans le développement durable tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable. Dès lors, la commune respecte les principes directeurs du développement durable, à savoir l’efficacité, la résilience et la suffisance et intègre dans sa démarche les éléments prioritaires suivants, à savoir :

1° le souci de préserver les intérêts des générations futures;

2° l’intégration harmonieuse des enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, énergétiques et de mobilité;

3° la participation la plus large des acteurs;